L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

ABONNEMENT.....$12 } payable d'avance
DO. .....$10 } payable d'avance
DO. TROIS FOIS PAR SEMAINE.$10 } payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 25 FEVRIER 1842.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

DE LA NOUVELLE CRISE FINANCIERE.

Jusqu'à présent nous nous étions abstenus de parler de la nouvelle crise financière la croyant tout à fait accidentelle et sachant bien d'ailleurs que l'intervention de la presse dans ces matières, hors le cas d'absolue nécessité, est presque aussi dangereuse que l'intervention législative; mais comme depuis samedi le mal ne fait que s'aggraver, nous croirions manquer à notre devoir en gardant plus longtemps le silence.

Il faut dire d'abord que ce qui se déploie en ce moment n'est pas le public; ce sont les banques; le public qui se voit subitement en privé de son moyen ou forcé de faire des sacrifices ruineux; pour les banques en général, fortes ou faibles, parce que de pareils événements sont de nature à porter un coup funeste à la confiance publique de laquelle dépend leur existence. On peut même dire en définitive, que c'est le public qui est seul à plaindre parce que c'est sur lui que retombent toutes les pertes soit comme détenteur des billets déprécié, soit comme actionnaire des banques en souffrance.

Un tel état de choses est trop intolérable pour pouvoir durer; mais d'où vient le mal ? et surtout quel remède efficace peut-on appliquer ? Difficiles questions que nous soumettons en toute humilité à la haute sagesse de nos gouvernans. Mais en attendant leur solution, qu'il nous soit permis de faire les réflexions suivantes :

Lors de la seconde suspension, le 21 octobre 1839, les présidents des banques se réunirent en assemblée et adoptèrent les résolutions suivantes qui furent publiées dans les journaux le lendemain.

"A une assemblée des présidents des banques de la Nouvelle Orléans tenue aujourd'hui, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

"Il est convenu, afin de prévenir qu'aucune banque ne fasse des émissions excédant ses moyens effectifs, ce qui pourrait rendre une reprise des paiemens très difficile sinon impossible, que les dispositions suivantes, relatives au règlement des balances dues par les banques entre elles, seront obligatoires pour toutes les banques tant que durera la suspension des paiemens en espèce.

"Le samedi de chaque semaine chaque banque fournira un état des billets qu'elle pourra avoir aux autres banques au comptoir liquidateur (*settling clerk*,) lequel sera obligé d'en faire un tableau général pour l'information des banques; le premier samedi de chaque mois, à partir du premier samedi de décembre prochain, il sera fait un échange général des billets : chaque banque [la banque des Négocians qui n'a pas de succursale étant seule exceptée] devra rendre tous les billets en sa possession aux banques qui les ont émis, un règlement général sera effectué le lundi suivant au moyen de *checks* donnés par le comité liquidateur aux banques créancières sur les banques débitrices, ainsi que celui se pratiquait précédemment en échange des mandats sur les banksbuilders.

"Les banques débitrices seront tenues de donner aux banques créancières, jusqu'à concurrence du montant de leur dette, des billets recomptés pris dans leur portefeuille, n'ayant pas plus de trente jours à courir, lesquels billets seront endossés par elles, si un refus définitif et ne seront point recouvrables, ou en traiter au cours de la place, à la satisfaction de la banque créancière, ou en espèces suivant que la banque débitrice préférera. Les billets de toute banque qui refusera de régler les balances, conformément à ces dispositions, seront refusés par toutes les autres banques en dépôt par aucune des autres banques de cette ville, dès que le fait sera porté à la connaissance du bureau des présidens.

"Nouvelle Orléans, 21 octobre 1839.

C. A. ADAMS, President.
LUCIEN HERMANN, Secrétaire."

Il résulte bien évidemment de ces résolutions l'engagement, *de la part de chacune des banques*, d'admettre le papier de toutes les autres qui se soumettraient aux conditions qui y sont imposées : et toutes n'y sont soumises. C'est d'après cela que le public a pris indistinctement les billets de toutes les banques, les considérant, non sans raison, comme garantis par toutes : comme si une seule banque avait fait l'émission pour compte de toutes les autres en vertu d'un mandat spécial résultant d'une obligation solidaire. Comment donc certaines banques peuvent-elles maintenant refuser une circulation pour laquelle elles ont offert publiquement leur garantie morale ?

On dira peut-être que depuis la loi ou même depuis la présentation de la loi des banques, le bureau des présidents n'existe plus, que dès ce moment les banques ont cessé d'agir de concert et que n'ayant plus les moyens de contrôler leurs opérations réciproques il était naturel qu'il n'y eut plus aucune solidarité morale entre elles. Ce raisonnement serait sans réplique s'il n'affectait pas les intérêts des tiers, c'est-à-dire du public ; mais envers le public il perd de sa force parce qu'on devait penser que les fortes banques ne répondaient pas à la circulation des faibles tant qu'elles payaient avec cette circulation : or, il est de notoriété publique qu'elles ont payé avec cette même circulation jusqu'au moment même de la répudiation. - Effectuer tous les paiemens avec une circulation qu'on a l'intention de repousser comme mauvaise quelques jours, quelques heures après, c'est ce que nous ne pourrons jamais admettre comme un acte loyal.

Mais il est plus urgent de chercher un remède au mal que d'approfondir la moralité de ses causes. Les billets de trois ou quatre banques ont éprouvé depuis samedi une dépréciation qui constitue une perte immense pour la classe la moins aisée de cette population, car celui qui peut attendre sait bien qu'en définitive il ne perdra rien, tandis que les nécessiteux sont forcés d'accepter tous les sacrifices qu'on leur veut imposer.

Et comme une très grande partie de la circulation se compose de ces billets dépréciés, le seul remède complet dans notre opinion à prendre un arrangement au moyen duquel les fortes banques s'engageraient à protéger la circulation dépréciée à des conditions qui mettraient leurs actionnaires à l'abri des pertes réelles. Mais pour cela il faudrait n'avoir pas les mains liées par la loi qui vient d'être promulguée et de plus il faudrait agir de concert ce que la loi doit l'avoir ne permet guère.

Il faudrait donc abroger la loi actuelle dont les effets menacent toutes les existences et la remplacer par une loi plus simple et plus rationelle. Mais la législature est-elle en position de s'occuper de cette question ? Consentira-t-elle à revenir sur ses pas ? Consentira-t-elle au moins à chercher un remède aux maux qui affligent la communauté ?

ENGOUEMENT.—Le ministre survenu dans la nuit d'hier sur la rive droite du fleuve, vis-à-vis le débarcadère du ferry de la seconde municipalité, n'a pas, jusqu'à présent, occasionné d'autres dégats que ceux que nous avons signalés dans notre dernier numéro; seulement de nombreuses fissures sont tracées fort avant dans les terres et font craindre de nouveaux éboulements. Il y a aujourd'hui soixante pieds d'eau à l'endroit où existait encore avant-hier l'hôtel de Willow Grove. Les habitants d'Algier sont dans la plus grande désolation. M. W. Frere, maire de la ville, que nous avons aperçu de l'autre bord au moment du désastre, a déjà pris les mesures nécessaires pour aller au secours de ceux qui ont souffert de ce terrible accident.

Thomas Ronna, l'un des hommes de l'équipage révolté du *San Antonio*, a été arrêté avant hier par la police de la 3ème municipalité.

Il vient d'être mis en vente chez M. Hebert, successeur de M. Fremaux, rue de Chartres, un volume de poésies de M. J. B. Chaudron. Nous examinerons prochainement cette œuvre dont on fait le plus grand éloge.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Chambre des Representans.

Sur motion de M. Canon, la Chambre s'occupe de l'acte qui a pour objet d'incorporer l'*Association Louisianaise*. Le but de l'association est l'établissement d'une bibliothèque nationale et l'avancement politique de la Louisiane. Le bill passe après avoir été lu une deuxième et troisième fois.

M. Bayliss, après dispense, présente un bill pour amender les articles 573 et 576 du code de procédure, lequel subit une première lecture et est renvoyé au comité judiciaire.

Ordre du jour.

La Chambre s'occupe du bill dont l'objet est de réduire les dépenses de l'Etat en diminuant les salaires des employés civils.

Après quelque discussion, le bill est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

Après quelques autres règles, le bill supplémentaire (gouvernant du Sénat) relatif aux banques, est pris en considération.

La Chambre reprend encore une fois en considération le bill dont l'objet est de réduire les dépenses de l'Etat.

M. Bedford propose un amendement qui a pour objet de renvoyer ces sections du bill qui sont relatives à l'instruction publique et comité de l'éducation. La motion est perdue par 25 non, contre 18 oui.

M. Hunt propose un amendement d'accorder $7,500 pour les salaires des écoles publiques à la Nouvelle Orléans. M. Hunt fait remarquer à la Chambre qu'il y a en ce moment 400 pauvres enfans qui fréquentent les écoles publiques de la 3ème municipalité ; dans la 1ère municipalité 150, et dans la 1re 80.

L'amendement de M. Hunt est rejeté par 34 non, contre 17 oui.

M. Vorchies, chef du comité des enrôlemens, annonce qu'il a soumis au gouverneur pour être par lui sanctionnés divers bills.

INTERIEUR.

Inondations.—Les journaux du Nord continuent d'être désolés de nouvelles accablantes par la crue subite des rivières. Les inondations, il paraît, sont devenues périodiques : il n'se passe guère d'années que la presse n'ait à constater les déplorables résultats de débordemens.

Orléans.—Une lettre dans le *Louisiana Republican* du 17 :—Des nouvelles récentes de la Floride ont été reçues par la voie des steamers ordinaires.

L'expédition du capitaine Vinton n'a eu aucun résultat : pas la moindre trace d'Indiens. Le lieutenant Taylor, qui était aussi parti à la tête d'un détachement de dragons en quête des Creeks, n'a pas été plus heureux. Les troupes qui ont fourni ent au Fort Lauderdale ont été rappelées vers Tampa sous la garde de deux compagnies du 3me d'artillerie. Le 3me d'artillerie qui depuis long-temps était en garnison au Fort-Dallas, a été remplacé par un autre régiment.

MM. Clay et Preston, du Sénat des Etats-Unis, ont écrit aux citoyens de Memphis qui les en avaient priés, qu'ils voilleraient avec soin *sur* les intérêts du Tennessee, jusqu'à ce qu'il fût nommé des sénateurs pour représenter cet état au conseil national.

Nomination.—Le président a nommé William H. Freeman, consul pour le port de Nuevitas, île de Cuba, en remplacement de John M. Baker, décédé.

— Le navire de guerre à vapeur *Mississippi* est maintenant en état de prendre la mer : il est gréé, armé et approvisionné, et n'attend plus qu'un ordre du ministère de la marine pour se lancer sur l'Océan. Il a été constaté, par une première épreuve, que le *Mississippi* fera douze milles à l'heure : ses roues décrivent quinze rotations à la minute.

— Les membres de la législature du Mississippi sont en guerre les uns contre les autres, à propos de certaines résolutions introduites par un M. Beauregon. Des cartels ont été envoyés, et des pistolets ont ressorti entre les carrefours. Le correspondant du *Natchez Free Trader*, écrit à ce journal en date du 15 : Nos honorables se marchent plus qu'armés, ils faire des coups de pistolets et de couteaux de toutes les dénominations. Il n'y a eu cependant jusqu'ici pas de sang versé, et il faut espérer, pour l'honneur du Mississippi, qu'il n'y en aura pas plus tard !!

L'importation des espèces à Boston, pendant le courant de l'année dernière, a été de $372,148, et l'exportation de $1,461,252. Naguère, New-York était encore le canal par où s'échappaient toutes nos pauvres espèces américaines, mais il paraît que la "Ligue Cubaine" a changé l'état des choses et forcera les banques de Boston à garder toujours en main bonne provende de *métallique*.

Juge Fuller Sa Patrimonial.—Le Sénat du Massachusetts a abrogé la loi qui interdisait tout mariage entre les personnes blanches et les personnes de couleur. Ces bons sénateurs semblent aimer les nuances !

Misère! Misère! — Les billets du bal qu'on se propose de donner à New-York à Box, se vendent de quinze à vingt piastres.

Charles Dickens.—L'illustre touriste reçoit de nos concitoyens de fort ovations sur ovations. Il a dû assister à un bal donné en son honneur par les habitans de New-York, qui ont prodigué en cette occasion plus de luxe peut-être que les Bostoniens en avaient dépensé au célèbre bal donné au Prince de Joinville. Le Docteur Mott, celui qui a traité si longuement le jeune capitaine de la *Belle Poule*, se propose de fêter aussi largement le jeune auteur anglais.

—Hackett, le comédien, est en ce moment à Charleston.

La petite goélette Ariel, construite l'été dernier pour le commerce de la Chine, est arrivé en vue de la baie de Java, 98 jours après son départ de Boston, ayant fait dans les plus mauvais jours 60 milles, et 345 par un bon vent.

D'après une statistique récagnent publiée par ordre d'une convention de fabricans en projet il y aurait dans que les différentes papeteries établies aux Etats-Unis, représentent un capital de $16,000,000. Le papier fabriqué annuellement est évalué à $15,000,000.

Le général Waddy Thompson, nommé dernièrement au poste d'ambassadeur à Mexico, est arrivé à Charleston, le 16 courant, et devait, après un court séjour, s'y embarquer pour le lieu de son ambassade.

Lord Morpeth, le noble lord d'Angleterre, est dernièrement arrivé à Charleston.

EXTERIEUR.

ALLEMAGNE.

On lit dans la *Gazette d'Augsbourg* du 3 janvier :

" Paris, 29 décembre.

" Hier est arrivé au ministère des affaires étrangères, venant de Madrid, une grande caisse d'ouvrages et manuscrits rares à l'adresse de M. Guizot. C'est un présent d'Espartero à M. Guizot, et des personnes qui nous en ont parlé nous assurent qu'il vaut plus d'un haut prix, parce qu'ils semblent avoir été choisis parmi les riches trésors de l'Escurial. Mais d'où vient donc que M. Guizot reçoit ce présent au moment où une nouvelle mésintelligence a lieu entre le cabinet des Tuileries et le régent d'Espagne?

— *Bruits de mariage dans le grand monde.* (Extrait du *Morning Post.*)—Le public s'est beaucoup occupé depuis quelque temps d'un projet de mariage entre une belle veuve américaine et un marquis français, diplomate dont les succès, dans le royaume de Terpsichore, ont, à deux reprises déjà, électrisé le beau monde. Il paraît toutefois que la belle et riche veuve est allée en Italie, tandis que son futur époux est resté à Vienne. On dit, de plus, que depuis sept ou huit mois de veuvage, pressrits par la loi française, se sont écoulés, le couple aujourd'hui dispersé se réunira de nouveau, pour ne plus se séparer, *s'il est possible.*

—Le *Times* examinant la question du droit de visite qui menace d'amener une mésintelligence entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, dit : " Les traités formels, que les cinq puissances signataires du traité, concernant la suppression de la traite des noirs, ne se laissaient pas arrêter dans l'exécution de leurs engagemens réciproques, par une résistance capricieuse de la part d'une puissance quelconque. Si la République des Etats-Unis, qui déjà en fait la guerre avec l'Angleterre. Une guerre entre l'Union Américaine et l'Europe entière serait une nouveauté."

Nous ne voyons pas sur quels motifs le *Times* base l'éventualité d'une guerre entre l'Amérique et l'Europe. Les puissances signataires du traité qui s'engagent réciproquement engagées l'une envers l'autre à tolérer le droit de visite, mais elles n'ont pas contracté une alliance offensive, et encore moins l'obligation de violer le pavillon d'une puissance non-signataire. Si la Prusse, au mépris de sa politique séculaire, a abandonné la neutralité elle-même pour prendre le pavillon belge, elle n'est pas obligée de les enfreindre vis-à-vis des Américains, qui s'en sont faits la sauve-garde. Que l'Angleterre, qui comme toujours nous a joués dans cette affaire, essaie contre le droit maritime, d'étendre l'application du nouveau traité au pavillon des Etats-Unis; c'est son affaire; mais, nos lâtimens, nous l'espérons bien, le respecteront dans tous les cas et dans toutes les circonstances. Il serait trop étrange, qu'une nation qui a proclamé le principe de la liberté des mers, qui a soutenu avec tant de vigueur et de persévérance, le droit de neutralité, qui a si souvent invoqué un principe qu'il est de son intérêt comme de sa politique de faire prévaloir.

(*Journal du Havre.*)

Pain.—On a calculé que les habitans de Londres payent journellement, pour leur pain, 20,000 livres sterling de plus qu'ils n'auraient à payer, si les lois sur les céréales n'existaient pas.

Nouvelle Ecosse.—La Législature de cette Province a été ouverte le 20 janvier par un discours dont le vague a excité les plaintes de plusieurs membres de la Chambre d'Assemblée. Le lendemain la réponse proposée par les membres de l'administration a été adoptée sans opposition. (*Le Canadien.*)

VARIETÉS.

PAUL DUVERT.
II.

Ces paroles semblèrent réveiller dans le jeune Corse certaines idées que la gaîté et la bonhomie de son compagnon avaient un moment engourdies.

" Dis-le à Paris, reprit-il, je n'ai jamais touché un fusil de ma vie, mais je serais un pauvre chasseur. D'ailleurs je ne sais s'il me serait possible de vous accompagner dans vos joyeuses promenades; sans doute la mission dont je suis chargé auprès de ma tante occupera tous mes instans.

Il y eut un moment de silence. Charles était retombé dans sa rêverie et Duvert mettait en œuvre tous les ressorts de son imagination un peu lourde pour chercher la cause de ce chagrin continuel dont on lui faisait mystère. Tout à coup il parut frappé d'une idée qui ne lui était pas encore venue depuis la conversation de son intimité avec le jeune Corse.

—Monsieur Labeccio, dit-il d'un air sérieux, je ne voudrais pas vous offenser, cependant je désirerais avoir une franche réponse à la demande que je vais vous adresser : Est-il bien vrai que je ne suis pour rien dans le vif désir inquiétude qui augmente à mesure que nous approchons de la demeure de votre tante ?

—Vous ! s'écria Charles étonné.

—Moi-même; songez, en acceptant votre invitation de passer quelques jours chez votre famille, il m'était demandé si je ne voulais pas être pour elle et pour vous un sujet d'embarras. Je n'avais aucun titre pour mériter cette politesse de votre part, nous nous sommes rencontrés sur le bateau à vapeur qui nous transportait à Ajaccio; vous veniez en Corse pour rétablir votre santé presque détruite, et faire des études d'agriculture, mais en réalité pour voir du pays et acquérir par le frottement des hommes ce qui manque à mon éducation ampagnarde. Nous nous sommes rapprochés facilement, nous nous sommes convenus et vous m'avez proposé, puisque je venais pour voir le pays, de vous accompagner jusqu'à l'habitation de votre parente; j'ai accepté sans façon. Cependant, maintenant que nous approchons du terme de voyage, si vous avez des inquiétudes sur la manière dont un étranger pourra être reçu à Cambella, si vous avez été frappé de quelque chose qui vous ait inspiré ce chagrin auquel je ne comprends rien, si enfin j'aide vous ait venue qu'un étranger pouvait être de trop au milieu de ces affaires graves que vous veniez traiter ici, parlez franchement, je vous gênes pas. Nous ne sommes qu'à quelques lieues de Corte....et je ne vous garderai pas rancune.

Charles l'interrompit par un accolade amical.

—Y pensez-vous, monsieur Duvert, je vois bien que vous ne savez pas combien la devise de l'hospitalité sont parmi parmi les Corses; ma tante-Bianchi est aussi connue que personne à cet égard. Non, non, ne redoutez aucun mauvais accueil pour nous, aucune gêne pour me famille ! Je suis fondé à croire au contraire que votre présence sera plus agréable que la mienne....

—Que dites-vous ! moi, étranger, inconnu, vous me blâmez, puisqu'il faut l'avouer, vous voyez....

—Je crois que vous avez plus de chagrin que moi-même de placer à cette parente que je n'ai jamais vue, mais dont je connais les idées et le caractère.... Eh bien, écoute-il en se raisonnant, je ne lui ai pas plus longtemps le discret avec vous, je vous avouerai que vous aimé déjà assez pour vous accorder ma confiance tout entière d'ailleurs, dans la fâcheuse position où je me trouve, je pourrai avoir besoin des conseils, des secours et peut-être des consolations d'un ami.

Le jeune agriculteur lui serra longuement la main, et tous deux se prirent à causer avec plus d'abandon et tant la main de Charles était délicate :

—Parbleu, parlez-moi sans crainte, monsieur Charles, dit-il avec une vivacité qui ne lui était pas ordinaire; je vais être à vos ordres pour toutes les affaires, après mes conseils et les consolations, voyez-vous, ne sont pas précisément mon fort; je ne sais pas grand chose, c'est vrai, mais je suis un homme de bon sens, et je me mêle de mes affaires, ce qui est déjà beaucoup. Allons, monsieur, ne vous gênez pas, parlez, je ne suis pas embarrassé de vous entendre.

Charles le remercia d'un geste et il allait commencer le récit maintenant, quand Paul se leva tout-à-coup.

—Ne m'en veuillez pas dit, demander-il, que vous vouliez éviter toute espèce de retard et que l'affaire que vous appelle auprès de votre tante ne soit très pressée ?

—Il y va de l'honneur et de la fortune de mon père, répondit Charles avec un soupir.

—Qu'entendons-nous donc pour nous remettre en route, reprit Duvert en ramassant précipitamment les restes des provisions, qu'il englouti t dans son havresac; puisque vous ne mangez pas, il est inutile que nous perdions ici un temps précieux...., je trouverai bien moyen de grignoter quelque chose tout en marchant, ajouta-t-il d'un air malicieux, mon ami Labeccie, je ne suis pas embarrassé de suivre votre pas.

Tout en parlant, les deux jeunes s'étaient mis en mesure de continuer leur voyage, et bientôt ils reprirent le chemin au plutôt le sentier qui descendait vers la plaine, Charles s'appuyant péniblement sur un bâton à la gomme d'un vert sombre et marchant; Paul s'avançant d'un pas tranquille et égal, comme si le mouvement de locomotion qui épuisait son compagnon de route n'eût été qu'un jeu pour lui.

Après un moment de silence, Charles reprit :

—Je ne veux pas abuser de votre patience, mon cher Paul, aussi je ne tenterai pas de vous expliquer le généalogie de ma famille, qui est une des plus anciennes et des plus riches de la Corse. Je vous dirai seulement que sous l'empire, par suite d'événemens qu'il est inutile de raconter, ces familles se trouvèrent divisé d'intérêt, mon père et ma tante Bianchi, derniers héritiers du nom et de la fortune de nos ancêtres. Ma tante, profondément attachée aux mœurs et au sol même de la Corse, épousa un riche propriétaire foncier qui mourut peu de temps après son mariage sans laisser d'enfans. Quant à mon père, il avait épousé une jeune Française, fille d'un important fonctionnaire d'Ajaccio; ce fut déjà là un motif de discorde entre le frère et la sœur. Mme. Bianchi est une femme bizarre entichée des préjugés locaux, et elle a toujours considéré comme une mésalliance cette union avec une femme qui n'était pas Corse d'origine. Cependant lorsque ma mère devint enceinte de moi, les deux branches de la famille semblèrent sur le point de s'entendre. Ma tante, comme je vous l'ai dit, était veuve et sans enfant : elle espéra que ma naissance et le baptême qu'on lui donnerait la relieraient ainsi le nom de Labeccio près de s'éteindre. Aussi ma mère fut-elle invitée à venir faire ses couches à Casabella, l'habitation où nous nous rendons en ce moment, et ma naissance combla de joie les deux familles.

Malheureusement, les deux belles sœurs ne pouvaient s'aimer; ma mère toute française de mœurs et de caractère, blessait à chaque instant les idées et l'orgueil de Mme. Bianchi. Les divers systèmes que l'une et l'autre se proposaient de suivre dans mon éducation ne contribuèrent pas peu à les séparer. Ma tante voulait qu'on m'élevât en Spartiate, avec dureté et sans s'inquiéter de l'intelligence autrement que pour la façonner suivant les préjugés du pays, Mme. Labeccio, femme du monde et mère jalouse, qui, du reste, ne voyait faible et de sentimentalisme, reposait sur ses connaissances et sur mon enfance, pour éviter les querelles journalières, et un jour, après une scène violente, mon père, ma mère et moi nous quittâmes l'habitation pour n'y plus revenir. De ce moment, mon père, qui avait conservé une grande défiance pour ses sœur ainée, fut chargé de toutes ses affaires; il vendit toutes ses propriétés en Corse, et alla s'établir à Paris, où il plaça avec ses capitaux et ceux qui provenaient de la fortune de sa femme une maison de banque qui a toujours été estimée et recommandable jusqu'ici.

"Ma tante fut violemment irritée de ce qu'elle appelait la désertion de mon père, si, malgré les avances qui lui furent faites, elle resta longtemps sans vouloir donner de ses nouvelles. Elle était riche et sa fortune devait naturellement nous revenir plus tard; pour tromper les espérances de mes parens, il fallait que j'oubliasse jusqu'à mon nom de famille et le fils de la famille de son mari, et elle annonça hautement qu'elle lui laissait tous ses biens; cette jeune personne est Mlle. Thérèsa Bianchi qui demeure maintenant près d'elle et qui, nous n'en dit pas, est charmante et douée des plus belles qualités.

"Sur ces entrefaites, ma pauvre mère, à qui ma tante attribuait tous les maux de la famille, venait de mourir à Paris. En recevant cette triste nouvelle, Mr. Bianchi sembla vouloir se rapprocher de la famille de son frère; elle écrivit, et son amour-propre de ne pas paraître faire d'avances à mon père, lui fit trouver favorable pour le seul rejeton direct des Labeccio, ce fut de moi seul qu'il fut question dans cette lettre. Mon père n'eut garde de repousser ces ouvertures; il était jaloux de cette fille d'adoption dont ma tante voulait faire son héritière, et, prévoyant déjà les dégoûts qui pourraient m'attendre dans ses affaires, il résolut de m'acquérir à tout prix la protection et la fortune de sa sœur. Aussi, il se garda bien de heurter ses préjugés comme l'avait fait autrefois ma pauvre mère. Il lui répondit donc de manière à flatter ses idées, et tout en me laissant l'espérance d'un héritage, il me fit entreprendre une pour nous éducation tous les conseils que sa chère sœur voudrait bien lui donner. Une active correspondance s'établit depuis cette époque, et c'est ainsi que mon père est arrivé à donner de moi à mon unique parente l'idée la plus étrange qu'il soit possible d'imaginer.

"Sachant que Mme. Bianchi estimait avant tout la force physique et les qualités du corps, il me représenta comme un enfant fort, robuste et adroit, tandis que j'étais faible et maladif. Ma tante méprise cette fausse et brillante médiocrité, et me prenant tout jeune encore, elle me donne aujourd'hui à la jeunesse ; pendant que je remportais au concours général des prix de grec et de latin, mon père annonçait à sa sœur qu'on m'élevait à la campagne, où j'acquérais des connaissances pratiques d'agriculture qui devaient un jour me servir puissamment. Ma tante tient surtout au caractère et aux mœurs de la Corse, et pendant que j'étais encore un timide adolescent toujours prêt à pleurer au souvenir de ma mère morte, mon père me représentait dans ses lettres à sa sœur, comme un jeune homme hardi, infléchible, qui ne craint ni homme ni dieu, qui comprenait sérieusement les intérêts et indomptable du caractère Corse. Enfin il alla si loin, qu'il dépeint le but il ne voulait qu'appeler l'intérêt de ma tante sur moi, et ma tante, excitée par les éloges qu'on lui avait faits de ma persévérance et de mon courage, a conçu beaucoup d'instances le désir de me voir. Ce n'était pas là le compte de mon père, qui, sachant bien qu'elle ne se déciderait par aucune raison du monde à venir à Paris, avait espéré que jamais il ne lui serait possible de reconnaître combien j'étais différent de ce qu'on disait. Il s'exposa même à la tendre amitié qu'il me portait, sur la peine qu'il aurait à se séparer de moi, sur les inconvéniens de me faire voyager seul, car ses affaires ne lui permettraient pas de m'accompagner; mais ces excuses étaient trop frivoles. Mme. Bianchi nous l'espérons bien, le respecteront dans tous les cas et dans toutes les circonstances. Il serait trop étrange, qu'une nation qui a proclamé le principe de la liberté des mers, qui a soutenu avec tant de vigueur et de persévérance, le droit de neutralité, qui a si souvent invoqué un principe qu'il est de son intérêt comme de sa politique de faire prévaloir.

(*Journal du Havre.*)

Pain.—On a calculé que les habitans de Londres payent journellement, pour leur pain, 20,000 livres sterling de plus qu'ils n'auraient à payer, si les lois sur les céréales n'existaient pas.

Nouvelle Ecosse.—La Législature de cette Province a été ouverte le 20 janvier par un discours dont le vague a excité les plaintes de plusieurs membres de la Chambre d'Assemblée. Le lendemain la réponse proposée par les membres de l'administration a été adoptée sans opposition. (*Le Canadien.*)

VARIÉTÉS.

PAUL DUVERT.
II.

Ces paroles semblèrent réveiller dans le jeune Corse certaines idées que la gaîté et la bonhomie de son compagnon avaient un moment engourdies.

" Dis-le à Paris, reprit-il, je n'ai jamais touché un fusil de ma vie, mais je serais un pauvre chasseur. D'ailleurs je ne sais s'il me serait possible de vous accompagner dans vos joyeuses promenades; sans doute la mission dont je suis chargé auprès de ma tante occupera tous mes instans.

Il y eut un moment de silence. Charles était retombé dans sa rêverie et Duvert mettait en œuvre tous les ressorts de son imagination un peu lourde pour chercher la cause de ce chagrin continuel dont on lui faisait mystère. Tout à coup il parut frappé d'une idée qui ne lui était pas encore venue depuis la conversation de son intimité avec le jeune Corse.

—Monsieur Labeccio, dit-il d'un air sérieux, je ne voudrais pas vous offenser, cependant je désirerais avoir une franche réponse à la demande que je vais vous adresser : Est-il bien vrai que je ne suis pour rien dans le vif désir inquiétude qui augmente à mesure que nous approchons de la demeure de votre tante ?

—Vous ! s'écria Charles étonné.

—Moi-même; songez, en acceptant votre invitation de passer quelques jours chez votre famille, il m'était demandé si je ne voulais pas être pour elle et pour vous un sujet d'embarras. Je n'avais aucun titre pour mériter cette politesse de votre part, nous nous sommes rencontrés sur le bateau à vapeur qui nous transportait à Ajaccio; vous veniez en Corse pour rétablir votre santé presque détruite, et faire des études d'agriculture, mais en réalité pour voir du pays et acquérir par le frottement des hommes ce qui manque à mon éducation ampagnarde. Nous nous sommes rapprochés facilement, nous nous sommes convenus et vous m'avez proposé, puisque je venais pour voir le pays, de vous accompagner jusqu'à l'habitation de votre parente; j'ai accepté sans façon. Cependant, maintenant que nous approchons du terme de voyage, si vous avez des inquiétudes sur la manière dont un étranger pourra être reçu à Cambella, si vous avez été frappé de quelque chose qui vous ait inspiré ce chagrin auquel je ne comprends rien, si enfin j'aide vous ait venue qu'un étranger pouvait être de trop au milieu de ces affaires graves que vous veniez traiter ici, parlez franchement, je vous gênes pas. Nous ne sommes qu'à quelques lieues de Corte....et je ne vous garderai pas rancune.

Charles l'interrompit par un accolade amical.

—Y pensez-vous, monsieur Duvert, je vois bien que vous ne savez pas combien la devise de l'hospitalité sont parmi parmi les Corses; ma tante-Bianchi est aussi connue que personne à cet égard. Non, non, ne redoutez aucun mauvais accueil pour nous, aucune gêne pour me famille ! Je suis fondé à croire au contraire que votre présence sera plus agréable que la mienne....

—Que dites-vous ! moi, étranger, inconnu, vous me blâmez, puisqu'il faut l'avouer, vous voyez....

—Je crois que vous avez plus de chagrin que moi-même de placer à cette parente que je n'ai jamais vue, mais dont je connais les idées et le caractère.... Eh bien, écoute-il en se raisonnant, je ne lui ai pas plus longtemps le discret avec vous, je vous avouerai que vous aimé déjà assez pour vous accorder ma confiance tout entière d'ailleurs, dans la fâcheuse position où je me trouve, je pourrai avoir besoin des conseils, des secours et peut-être des consolations d'un ami.

Le jeune agriculteur lui serra longuement la main, et tous deux se prirent à causer avec plus d'abandon et tant la main de Charles était délicate :

—Parbleu, parlez-moi sans crainte, monsieur Charles, dit-il avec une vivacité qui ne lui était pas ordinaire; je vais être à vos ordres pour toutes les affaires, après mes conseils et les consolations, voyez-vous, ne sont pas précisément mon fort; je ne sais pas grand chose, c'est vrai, mais je suis un homme de bon sens, et je me mêle de mes affaires, ce qui est déjà beaucoup. Allons, monsieur, ne vous gênez pas, parlez, je ne suis pas embarrassé de vous entendre.

Charles le remercia d'un geste et il allait commencer le récit maintenant, quand Paul se leva tout-à-coup.

—Ne m'en veuillez pas dit, demander-il, que vous vouliez éviter toute espèce de retard et que l'affaire que vous appelle auprès de votre tante ne soit très pressée ?

—Il y va de l'honneur et de la fortune de mon père, répondit Charles avec un soupir.

—Qu'entendons-nous donc pour nous remettre en route, reprit Duvert en ramassant précipitamment les restes des provisions, qu'il englouti t dans son havresac; puisque vous ne mangez pas, il est inutile que nous perdions ici un temps précieux...., je trouverai bien moyen de grignoter quelque chose tout en marchant, ajouta-t-il d'un air malicieux, mon ami Labeccie, je ne suis pas embarrassé de suivre votre pas.

Tout en parlant, les deux jeunes s'étaient mis en mesure de continuer leur voyage, et bientôt ils reprirent le chemin au plutôt le sentier qui descendait vers la plaine, Charles s'appuyant péniblement sur un bâton à la gomme d'un vert sombre et marchant; Paul s'avançant d'un pas tranquille et égal, comme si le mouvement de locomotion qui épuisait son compagnon de route n'eût été qu'un jeu pour lui.

Après un moment de silence, Charles reprit :

—Je ne veux pas abuser de votre patience, mon cher Paul, aussi je ne tenterai pas de vous expliquer le généalogie de ma famille, qui est une des plus anciennes et des plus riches de la Corse. Je vous dirai seulement que sous l'empire, par suite d'événemens qu'il est inutile de raconter, ces familles se trouvèrent divisé d'intérêt, mon père et ma tante Bianchi, derniers héritiers du nom et de la fortune de nos ancêtres. Ma tante, profondément attachée aux mœurs et au sol même de la Corse, épousa un riche propriétaire foncier qui mourut peu de temps après son mariage sans laisser d'enfans. Quant à mon père, il avait épousé une jeune Française, fille d'un important fonctionnaire d'Ajaccio; ce fut déjà là un motif de discorde entre le frère et la sœur. Mme. Bianchi est une femme bizarre entichée des préjugés locaux, et elle a toujours considéré comme une mésalliance cette union avec une femme qui n'était pas Corse d'origine. Cependant lorsque ma mère devint enceinte de moi, les deux branches de la famille semblèrent sur le point de s'entendre. Ma tante, comme je vous l'ai dit, était veuve et sans enfant : elle espéra que ma naissance et le baptême qu'on lui donnerait la relieraient ainsi le nom de Labeccio près de s'éteindre. Aussi ma mère fut-elle invitée à venir faire ses couches à Casabella, l'habitation où nous nous rendons en ce moment, et ma naissance combla de joie les deux familles.

Malheureusement, les deux belles sœurs ne pouvaient s'aimer; ma mère toute française de mœurs et de caractère, blessait à chaque instant les idées et l'orgueil de Mme. Bianchi. Les divers systèmes que l'une et l'autre se proposaient de suivre dans mon éducation ne contribuèrent pas peu à les séparer. Ma tante voulait qu'on m'élevât en Spartiate, avec dureté et sans s'inquiéter de l'intelligence autrement que pour la façonner suivant les préjugés du pays, Mme. Labeccio, femme du monde et mère jalouse, qui, du reste, ne voyait faible et de sentimentalisme, reposait sur ses connaissances et sur mon enfance, pour éviter les querelles journalières, et un jour, après une scène violente, mon père, ma mère et moi nous quittâmes l'habitation pour n'y plus revenir. De ce moment, mon père, qui avait conservé une grande défiance pour ses sœur ainée, fut chargé de toutes ses affaires; il vendit toutes ses propriétés en Corse, et alla s'établir à Paris, où il plaça avec ses capitaux et ceux qui provenaient de la fortune de sa femme une maison de banque qui a toujours été estimée et recommandable jusqu'ici.

"Ma tante fut violemment irritée de ce qu'elle appelait la désertion de mon père, si, malgré les avances qui lui furent faites, elle resta longtemps sans vouloir donner de ses nouvelles. Elle était riche et sa fortune devait naturellement nous revenir plus tard; pour tromper les espérances de mes parens, il fallait que j'oubliasse jusqu'à mon nom de famille et le fils de la famille de son mari, et elle annonça hautement qu'elle lui laissait tous ses biens; cette jeune personne est Mlle. Thérèsa Bianchi qui demeure maintenant près d'elle et qui, nous n'en dit pas, est charmante et douée des plus belles qualités.

"Sur ces entrefaites, ma pauvre mère, à qui ma tante attribuait tous les maux de la famille, venait de mourir à Paris. En recevant cette triste nouvelle, Mr. Bianchi sembla vouloir se rapprocher de la famille de son frère; elle écrivit, et son amour-propre de ne pas paraître faire d'avances à mon père, lui fit trouver favorable pour le seul rejeton direct des Labeccio, ce fut de moi seul qu'il fut question dans cette lettre. Mon père n'eut garde de repousser ces ouvertures; il était jaloux de cette fille d'adoption dont ma tante voulait faire son héritière, et, prévoyant déjà les dégoûts qui pourraient m'attendre dans ses affaires, il résolut de m'acquérir à tout prix la protection et la fortune de sa sœur. A